

QUELLE POLITIQUE ÉTRANGÈRE POUR LA FRANCE ?

Hubert Vedrine

Quelle politique étrangère pour la France ?

Après ce quinquennat, oui il y a eu des échecs, et beaucoup de gâchis, mais aussi quelques réussites présidentielles ou ministérielles (le G20, la résolution 19.73). La France a besoin d'une politique étrangère moins personnelle et impulsive, plus réfléchie, plus cohérente, plus fiable. Il faudra réparer les relations bilatérales mises à mal, même chez ceux qui redoutent tout changement! La gauche doit être prête à relever les défis du moment - traité euro, suites de l'élection russe, Israël/Iran, avenir du monde arabe, rôle de l'OTAN, montée de la Chine et des émergents, etc. - François Hollande en est manifestement conscient. Tout cela pourtant ne suffira pas car les pays occidentaux sont confrontés à une gigantesque redistribution des cartes qui relativise leur puissance et leur influence. C'est plus troublant pour les européens, qui ne savent pas bien ce qu'ils veulent, que pour les États-Unis, défiés, mais qui continuent à croire en eux-mêmes, et qui garderont le leadership, fut-il relatif, même quand la Chine les aura dépassés statistiquement. C'est grave pour la France, pays qui se fait une haute idée de sa mission, mais dont la compétitivité, économique et politique, et même psychologique (elle est championne du pessimisme) s'érode, et qui doit refaire ses forces. C'est pourquoi, au-delà de la conjoncture nous avons besoin d'une stratégie globale et à long terme de redressement dont la politique étrangère soit une expression forte et la diplomatie un instrument clef, et pas un domaine à part. Par diplomatie j'entends le «savoir négocier» dans tous les domaines, dans tous les cadres, avec un grand nombre de partenaires simultanés, en tenant compte de tous les autres acteurs et des réalités politiques et médiatiques, en maîtrisant les interactions, et en gardant le bon cap. Le but étant que dans trente ans la France soit toujours maîtresse de son destin et exerce, en plus, une influence utile au sein d'une Europe plus forte, et dans un monde mieux organisé. Cela suppose de ne pas se résigner à ce que la France se fonde dans la «famille occidentale», ou dans l'Union Européenne. Elle fait activement partie des ces deux entités, mais elle est aussi plus que cela. Cette politique étrangère sera d'autant plus forte qu'elle saura dépasser les controverses qui la handicapent. L'opposition entre les grands principes et le réalisme cynique? Ce dilemme binaire ne se présente quasiment jamais. Les droits de l'homme? Composante de toute politique étrangère européenne, ils ne peuvent en tenir lieu à eux seuls, d'autant que nous n'avons pas de baguette magique. L'atlantisme à l'ancienne, historiquement hostile à la ligne de la Vème République? Il n'a plus de sens avec les États-Unis d'Obama, focalisés sur l'Asie. La vision «occidentaliste», contractée auprès des «neo conservateurs» américains, notamment à propos du Moyen Orient? Elle persiste chez certains chez nous, mais on a vu avec George W. Bush qu'elle conduisait fatalement à un clash avec l'Islam et les autres grands ensembles géopolitiques. Enfin, nous pourrions être à nouveau amenés à intervenir dans le cadre de la «responsabilité de protéger», mais l'ingérence unilatérale a vécu. Reste à fixer le degré d'intégration européenne. Il faut réaffirmer que la convergence doit se faire par le haut, à partir de politiques étrangères nationales fortes, et non exsangues. La règle devrait être: rendre l'Europe plus forte mais ne pas nous en remettre à l'Europe par fatigue. Avec un préalable: une clarification avec l'Allemagne, en ce moment en position dominante. Cela permettra une stratégie à long terme avec les émergents pour gérer au mieux de nos intérêts la longue mutation qui a commencé en combinant fermeté et ouverture dans une diplomatie de mouvement. Et, au Moyen-Orient, une stratégie anti «clash des civilisations». Nous devons le faire sans vexation outragée, sous prétexte que nous n'incarnerons plus à nous seuls la «communauté internationale»; mais sans renoncement, car nous avons formulé des valeurs qui nous dépassent et qui appartiennent à tous les peuples. Il faut aussi libérer les diplomates des démocraties des lobbies, comme des effets d'annonce ou de posture (nous nous étions ainsi mis hors jeu avec le pays actuel président du G20, le Mexique, et avec un futur, la Turquie! Réaliser ce programme hors-mode nécessitera du caractère, une remobilisation de l'appareil d'État tout entier, comme de la société, et toute la palette de l'influence... Cela ne sera efficace que si l'on refait du ministère des affaires étrangères une «tour de contrôle» de la France dans la mondialisation, qui ait une vue d'ensemble et les moyens, auprès du Président et du premier ministre, d'une vraie capacité de coordination. Peut-être pourrions-nous ainsi fonder un nouveau consensus français en politique étrangère, et aborder, renforcés, les échéances qui nous attendent?



Source:<https://www.hubertvedrine.net>

Homepage > Publications > Quelle politique étrangère pour la France ?



05/04/2012